



- CSE Siège du 30 avril 2020 -

## **Notre monde d'après**

Il est aujourd'hui établi, au regard de l'évolution de l'épidémie, que le retour à une situation normale n'est pas pour tout de suite. Même si le déconfinement est mis à toutes les sauces, nous ne savons pas encore quelle sera sa matérialisation pour notre entreprise et l'ensemble de ses salariés. D'ores et déjà, il faut penser à déconfiner l'information nationale, régionale et ultramarine. Bien sûr, les mutualisations étaient des réponses nécessaires dans un premier temps, pour répondre à la crise sanitaire et au confinement instauré le 17 mars. Même si dans de nombreux domaines, nous avons pointé les retards de la direction sur la protection des salariés. Dernier triste événement en date, le scandale des gels frelatés, qui, a minima, démontre la légèreté de la direction sur sa réponse aux alertes d'élus, au pire, une faute grave dans sa mission qui est de protéger toutes les équipes de France Télévisions. Trois semaines perdues, dans un tel contexte, c'est indécent. Et parmi ceux qui vous ont demandé des comptes, une grande majorité des correspondants en région, qui n'avait pas d'autres choix en reportage que d'utiliser ce gel. En toute tranquillité, pensaient-ils ! La réponse de la Direction de l'information pourrait se résumer par un « circulez y'a rien à voir ! ». On a même essayé de nous faire croire que ce gel avait quand même quelques vertus, même s'il n'était en rien virucide.

Nous demandons donc à être associés au Plan de Reprise d'Activité dans sa dimension d'organisation et dans sa dimension éditoriale, pour que, lorsque ce moment sera venu, nos antennes puissent retrouver leur autonomie. Sans bien sûr mettre en danger les équipes de reportages et les salariés sur site, sans oublier de faire un bilan approfondi de la mise en place du télétravail.

Notre monde d'après se départira des dérives de la direction qui a contourné les accords d'entreprise, dans l'urgence certes, mais qui sans doute imagine pouvoir continuer au-delà de la crise sanitaire. Les journalistes et ceux qui participent à la fabrication des éditions font chaque jour le maximum pour que l'antenne dégradée reste digne de notre mission de Service Public. Et c'est tout à leur honneur, mais cela n'empêche pas leur vigilance sur les pratiques qui ne devront pas perdurer quand nous aurons repris une organisation classique.

Et une religion de la direction doit dès maintenant disparaître. La fusion des rédactions nationales, nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, n'était pas un projet éditorial mais bien un projet d'organisation hiérarchique et spatiale. Au-delà des caporalismes, nous sommes entrés sans le vouloir, en le refusant clairement, expertises à l'appui, dans l'ère du tout open-space étendu à l'ensemble des services du Siège.

Dépassé depuis des lustres dans les organisations du travail partout dans le monde, voilà que ce satané virus rappelle cette direction à l'ordre. Et avec force. Il faut clairement et définitivement avoir une réflexion rapide sur ce dossier et abandonner cette organisation spatiale et professionnelle. Nous attendons vos propositions là-dessus.

Sans doute que notre monde d'après poussera cette direction à une humilité qui lui manque tant quand elle avance ses projets sans dialogue ! Les changements de position autour de France Ô et France 4 en sont aussi une démonstration. La présidente trouvait archaïque nos demandes de maintien de ces chaînes sur la TNT. Le virage numérique, on vous dit, la télévision est morte... Et nous voilà, espérons-le, à l'aube d'annonces positives sur l'avenir de ces deux chaînes du groupe.

La crise sanitaire n'est pas un mal pour un bien, non. Mais elle doit conduire à une remise en question fondamentale de ses vieux modèles de gouvernance.

Paris, le 30 avril 2020